

Solidaires en luttés dans le Rhône n°1

Le journal de Solidaires Rhône que nous publions maintenant régulièrement chaque mois est à destination des adhérents des syndicats. La diffusion de cette note sera liée à l'actualité.

*Ces derniers jours, plusieurs luttés et initiatives revendicatives se sont développées à avec le soutien des équipes syndicales de Solidaires (notamment dans l'éducation, chez les pompiers, dans les bibliothèques, à la SNCF, à la Poste...). Nous n'avons pas toujours les informations qui nous permettraient de relayer toutes ces initiatives. **Les équipes syndicales en lutte sont invitées à nous transmettre des informations régulièrement.***

Cette note fait essentiellement le point de deux luttés en cours :

- *la situation à SITL/Fagor-Brandt*
- *la situation à Lyon II*

Les principales initiatives en préparation dont nous avons connaissance :

- *Mardi 26 novembre : assemblée campus de Bron à 12h (soutenu par Solidaires Étudiants)*
- *Vendredi 29 novembre : manifestation des entreprises en luttés du Rhône (décision lundi 25)*
- *Lundi 2 décembre : manifestation SUD-Rail devant le conseil régional à 11h contre la casse du service public ferroviaire*
- *Mardi 3 décembre: action nationale pour le financement de la Sécurité Sociale à la hauteur des besoins*
- *Jeudi 5 décembre : journée nationale d'action dans les écoles (en cours de préparation)*
- *Samedi 7 décembre : boycott massif des produits Unilever*
- *Jeudi 12 décembre : préavis national CGT-UNSA-SUD-Rail*

MANIFESTATION Vendredi 29 novembre 2013 en fin de matinée à LYON.

Le principe d'une manifestation intersyndicale des boîtes en lutte sur le Rhône avec syndicats, drapeaux, camion sono est décidé. Une réunion intersyndicale départementale est prévue lundi 25 novembre 2013. Le trajet, l'heure de départ et les dernières modalités pratiques devraient être décidées à l'occasion de cette intersyndicale. Cortège par boîte, SITL devrait être en tête.

La situation à SITL/Fagor-Brandt : 420 emplois concernés !

Le groupe Fagor a son siège en Espagne. La maison mère est une SCOP qui a racheté en France en 2005 Brandt et notamment l'usine de Lyon Gerland. En 2011, le groupe espagnol Fagor s'est séparé de son usine lyonnaise en vendant le site à Pierre Millet, un patron isérois de la métallurgie, qui a créé une nouvelle entreprise sous le nom de SITL (Société d'innovation et de technologie lyonnaise). Il s'est engagé à maintenir la fabrication de lave-linges durant au moins trois ou quatre ans. Des employés du site restent dans le giron du groupe FagorBrandt. En complément, le projet était la fabrication de petits utilitaires électriques, des filtres d'épuration d'eau et des composants photovoltaïques.

Aujourd'hui, tout l'édifice s'écroule. La maison mère espagnole et les filiales françaises et polonaises sont en dépôt de bilan.. Tous les salariés se retrouvent en chômage technique. A Lyon, comme l'activité de SITL est dépendante de Fagor c'est 420 salariés qui sont directement menacés dans leur emploi. Depuis quelques jours, ils multiplient les initiatives avec SUD (1er syndicat dans l'entreprise)avec la CGT, FO et la CFE-CGC. Le site de SITL/Fagor-Brand de Gerland est le dernier site industriel de Lyon intra-muros. Le 28 novembre, le CCE Fagor Brandt devrait annoncer le plan social pour le groupe...

Production des marques Vedette, Brandt et Fagor : 3 usines Fagor Brandt en France : La Roche S/Yon, Orléans et Lyon.

La production de lave linge a été délocalisée en Pologne au détriment de Lyon en 2005/2009. (les chaînes de production de machines à laver étaient transférées dans ce pays). L'usine de Pologne est actuellement en dépôt de bilan mais l'outil industriel est performant et les salaires sont bas ce qui intéressera certainement le chinois Hayer.

La Roche S/Yon serait condamnée, Orléans devrait avoir un repreneur car son bureau d'étude et les autres productions seraient rentables. A Lyon, il reste 42 employés Fagor Brandt (bureau d'étude et une chaîne de montage Machine à laver seule capable de produire en France des lave linge à chargement sur le dessus) les 380 autres salariés repris par SITL ((filtres eau et utilitaires électrique) mais toujours dépendant d'un maintien de l'activité Fagor Brandt. Les

carnets de commande des 3 marques sont pleins mais s'il n'y a pas pas redémarrage de la production, les acheteurs se tourneront vers d'autres marques. Ce redémarrage sur Lyon peut faire travailler 200 salariés et redonner un peu de chance aux activités SITL qui sont toujours balbutiantes.

La situation financière : depuis mi octobre, les salariés sont au chômage partiel (salaires maintenus à 90%) et sans travail. Un administrateur judiciaire gère la boîte sous le contrôle du ministère de Montebourg. Au 30 novembre, il restera 0 € dans les caisses de Fagor Brandt. Donc pas de salaire à partir de décembre et clefs sous la porte... A moins que d'ici là quelque chose se débloque du côté des pouvoirs publics.

La situation à l'Université de Lyon II

Le contexte national... le gouvernement Hollande dans la continuité de Sarkozy.

La loi PECRESSE de 2007 relative aux « libertés et responsabilités des universités », est connue sous le nom de “loi LRU” ou “loi sur l'autonomie des universités”. L'autonomie notamment financière (gestion du patrimoine immobilier, des salaires et des emplois d'enseignants) a déjà conduit la moitié des universités françaises à des budgets déficitaires. La loi Fioraso adoptée le 22 juillet 2013 confirme la politique impulsée sous Sarkozy : autonomie (dont on voit les dégâts) et mise en concurrence des Universités. Elle incite au « rapprochement avec les Entreprises » et prévoit un nouvel échelon institutionnel, la Communauté d'Université (Lyon I, II, III et Saint-Étienne par exemple).

La situation à Lyon II... une crise aggravée par le président.

Dix-huit mois après son élection à la tête de l'université, le Président de Lyon II, Jean-Luc Mayaud fait l'objet de fortes contestations. Trois vice-présidents ont démissionné depuis fin septembre. Cette crise s'inscrit dans le contexte national, mais aussi par une gestion très personnelle, calamiteuse, sans transparence et autoritaire. Nous publions dans les pages suivantes des éléments sur ce qui s'est passé jeudi 21 novembre avec l'intervention de la police dans l'Université et la l'interpellation de 4 militant-e-s de la FSE (voir ci-après). Voir aussi : <http://www.rue89lyon.fr/2013/11/23/crs-lyon-2-temoignage-un-etudiant-contestataire/>

La Fédération Syndicale Étudiante (FSE) et la fédération Étudiante des syndicats SUD Étudiant ainsi que des syndicats étudiants autonomes on créés depuis début 2003: **Solidaires Étudiant-e-s.**

Sur le Lyon, c'est essentiellement à Lyon II que des étudiant-e-s sont adhérent-e-s à la FSE/Solidaires Étudiant-e-s.

Une rencontre a eu lieu la semaine dernière entre Solidaires Rhône et le syndicat FSE de Lyon II qui va s'appeler dans les prochaines semaines Solidaires Étudiant-e-s. Des initiatives communes, notamment en direction des étudiants salariés précaires sont en préparation.

Quand la présidence de l'université fait arrêter des étudiants

Ils étaient plus d'une centaine à protester contre l'opacité du congrès élargi convoqué par le président de l'université, congrès qui devait examiner les possibilités de «dépasser» la crise institutionnelle. **Une manifestation avait été appelée par le comité de lutte de l'université**, mandaté par l'Assemblée générale des étudiants (qui avait réuni 150 personnes), afin d'empêcher la tenue du congrès jugé non-démocratique. La BAC et la police nationale ont été appelées par la direction et ont violemment chargé les étudiants qui occupaient le Congrès élargi. Après cela, comment Jean-Luc Mayaud qui évoquait dans son dernier mail l'université où convergent les intérêts de tous -étudiants, personnels, enseignants, équipe présidentielle- nous fera-t-il croire à l'université-sanctuaire? Monsieur Mayaud organise avec son équipe restreinte la gestion de pénurie qui conduit à la privatisation de l'université: il sait que cette privatisation ne peut qu'aggraver les conditions de travail des personnels les plus précaires et lisser des programmes déjà bien consensuels. Il sait qu'elle ne répond qu'aux intérêts du patronat. (extrait de l'information publiée le 21 novembre au soir par le comité de mobilisation soutenu par la FSE/Solidaires Étudiant-e-s.)

Compte-rendu des élus PAU (Pour une Autre Université) (extraits)

***Pas de congrès, mais les CRS ...** Suite à sa lettre envoyée à toute la communauté universitaire sur la crise à Lyon 2 et à sa posture de "président sacrificiel", JL Mayaud avait donc convoqué un congrès élargi ce jeudi (...). L'AG étudiante organisée la semaine dernière à Bron avait pour sa part appelé à un rassemblement avant le congrès. La Présidence ne communique pas depuis des mois sur ce qui se passe (silence radio suite à la démission des Vice-Présidents), l'envoi d'une lettre au ton catastrophiste à tous les personnels et à tous les étudiants a beaucoup intrigué. Nombre d'étudiants étaient à la demande d'informations.*

Une petite centaine d'étudiants mobilisés ont forcé l'entrée du Grand Amphithéâtre. Ils ont scandé, non sans humour, quelques slogans sur le "Président sacrificiel", réclamé de la démocratie à l'Université et chanté... l'Internationale. Il n'en fallait pas plus pour que le Président de Lyon 2 prenne peur d'un éventuel sacrifice public et il ne s'est donc pas présenté devant le Congrès qu'il avait lui-même convoqué. Ni lui, ni aucun membre de son équipe. Au bout d'une quarantaine de minutes, le directeur adjoint des services, est venu annoncer que les élus étaient invités à se rendre devant le bâtiment Athéna (...). Nous avons été quelques-uns à refuser de nous prêter à cette mascarade, c'est-à-dire l'organisation d'un congrès en catimini. Alors que nous étions dans la cour, quelques élus montaient discrètement dans l'immeuble de la Présidence. Manège vite repéré par les étudiants qui ont donc décidé d'entrer à leur tour dans ce bâtiment. La porte étant gardée par les agents hygiène-sécurité, les échanges sont devenus vifs et les étudiants ont à nouveau forcé l'entrée. Une cinquantaine d'entre eux se sont retrouvés au 1er étage à tambouriner contre la porte de la Présidence, avec, pour seuls interlocuteurs, des agents de sécurité.(...).

La situation étant assez tendue, nous avons proposé (...) d'échanger entre étudiants et personnels. C'était aussi une façon d'éviter les affrontements, de faire tomber la tension et de montrer aux étudiants qu'ils pouvaient trouver des interlocuteurs(...). La demande d'amphi transmise à la présidence, via le service de sécurité, n'a reçu aucune réponse. Cette AG s'est cependant déroulée dans le calme (...). Elle a donné lieu à des interventions croisées d'étudiants et de personnels sur la situation, le passage forcé à la CUE, les coupes budgétaires, etc. Les étudiants ont élaboré un communiqué, l'ont fait voter et s'apprétaient à partir dans le calme. C'est à ce moment que les portes de la Présidence se sont enfin ouvertes, qu'un individu portant l'écharpe tricolore (tenez-vous bien !) a crié "ordre de dispersion", puis "les forces de l'ordre vont charger". Il était accompagné d'une trentaine de CRS. L'ensemble des personnes présentes dans le hall ont été reconduites en bas de l'édifice, puis dans la cour. En plus des CRS, une bonne vingtaine de policiers en civil étaient présents dans les locaux de l'université. Ils ont demandé aux vigiles de leur désigner "les meneurs".

JL Mayaud, avec les quelques vice-présidents encore en fonction, a donc fait encore plus fort que ses prédécesseurs. Il dégaine plus rapidement. Le mouvement étudiant n'a pas encore pris qu'il envoie déjà les CRS dans l'enceinte de l'Université. Nous aurons droit d'ici peu à un communiqué sur les "inqualifiables dégradations matérielles, la violence d'éléments extérieurs à l'Université, etc.". Le président tentera inmanquablement de rassembler autour de lui en faisant peur. Il continuera à mépriser toute forme de démocratie universitaire dès lors que la parole ne lui est pas favorable. Force est de constater qu'aujourd'hui, tout a été fait par l'équipe en place pour fuir le débat et que rien n'a été tenté pour éviter une escalade de la violence.

Tract du comité de mobilisation qui appelle à continuer la lutte. (principaux extraits)

(...) La présidence de l'université devant ce qu'elle a elle-même désigné comme une « crise » avait appelé à un conseil élargi (qui semblait n'exclure personne) censé trouver des solutions autour d'un petit nombre de responsables et d'élus-e-s. Le mail envoyé dimanche dernier à l'ensemble des étudiant-e-s et des personnels expliquait que la crise dépassait largement le cadre de l'université Lyon 2(...).

Quand la Démocratie sauce Mayaud tourne au vinaigre...

Près d'une centaine d'étudiant-e-s ont tenté de participer légitimement à un conseil opaque (...). La LRU a réduit de 25% la représentation étudiante au sein de ces Conseils. L'accès au Congrès nous a été refusé par un barrage des agents de sécurité incendie, sous ordre de la direction. C'est en effet une technique assumée de la présidence d'utiliser ces agents de sécurité incendie comme une véritable milice. Aucun coup n'a été porté sur ces agents (contrairement au communiqué officiel de la présidence). Les éventuelles blessures sur les agents alléguées par Jean-Luc Mayaud sont donc purement accidentelles. **Notre seule « violence » que le président et les médias ne cessent de mettre en avant fut une poussée collective pour rentrer dans l'amphithéâtre... (...)**

Le dialogue version Mayaud, c'est porte fermée, matraque et garde à vue pour les étudiant-e-s mobilisé-e-s !

Nous avons donc pu rentrer dans le grand amphithéâtre, lieu du congrès « élargi », celui-ci n'avait pas commencé et nous nous sommes tous installés (...).

Le président a refusé de venir s'exprimer devant nous. Une ½ heure plus tard un membre de l'administration a demandé aux élus du congrès de sortir du Grand Amphi afin de réaliser la réunion dans le bâtiment de la présidence. Nous avons donc suivis les invités autorisés et avons du forcer l'ouverture de la porte du bâtiment présidentiel.

Nous avons réclamé audience au président retranché dans son bureau. Tandis que nous étions dans l'attente d'un interlocuteur (autre que les vigiles) nous avons décidé de tenir dans le couloir, assis et dans le calme, une **assemblée élargie, spontanée, avec l'ensemble des étudiants et du personnel qui refusaient le simulacre de démocratie organisé par Mayaud.** Mais c'est alors, que le président donna l'ordre à plusieurs dizaines de CRS d'intervenir violemment pour nous déloger et nous soumettre à une souricière, savamment organisée.

S'en sont suivis des coups de matraque (dont certains réitérés sur des étudiant.e.s à terre), **6 interpellations effectuées avec une grande violence, ciblant entre autres des syndicalistes étudiant-e-s connu-e-s,** et répondant à des identifications opérées par des agents de sécurité incendie.

Mayaud croit pouvoir réduire aujourd'hui notre mouvement à un groupe de « meneurs », qui serait orchestré par un syndicat étudiant. S'il pense qu'en réprimant ceux qu'il identifie comme les « meneurs » du mouvement, ce dernier s'éteindra, la Présidence commet une grave erreur d'analyse. **Nous ne sommes manipulé-e-s par personne, notre combat est légitime et continuera malgré la répression !**

La crise ? Un symptôme de la destruction massive par les réformes Péresse-Fioraso

Cette réaction, les démissions consécutives de vice-présidents et l'intervention policière traduisent un **processus politique de liquidation de l'université publique et la volonté de l'imposer par la force si nécessaire. (...)**

Elle prépare à court terme maintenant, si nous nous laissons faire, l'alternative entre la faillite budgétaire des universités, et des augmentations de droits d'inscriptions pour tou-te-s les étudiant-e-s. Par la présidentialisation des universités et l'introduction de personnalités extérieures toujours plus nombreuses dans les conseils elle tend à transformer les établissements d'enseignement supérieur en université-entreprise dirigées par un comité de pilotage restreint et autocratique. (...)

Leur répression ne stoppera pas notre mobilisation ! Les arrestations ciblées, violentes et injustifiées, renforcent notre détermination autour d'un rassemblement plus que jamais nécessaire.

Nos revendications :

- Abrogation des lois LRU et Fioraso
- Abandon des poursuites contre les interpellés et retrait des plaintes de la présidence
- Banalisation des cours du mardi 26/11 dès 12h
- Droit de réponse du comité de mobilisation à travers la diffusion d'un mail à l'ensemble des membres de Lyon 2.

TOUS EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MARDI 26/11 sur le campus de Bron 12H amphi C (bâtiment K)